



UGICT

29/08/13

Ingenierie Lardy

Le 10 septembre, journée nationale d'action

Pour travailler et vivre mieux, mobilisons-nous !

Inquiétudes, amertume et colère ne cessent de grandir parmi nous... salariés, jeunes, privés d'emploi, retraités.

Partir à la retraite toujours plus tard et avec des pensions toujours plus faibles

Le gouvernement, lors de la « concertation » du début de cette semaine, a donné les orientations pour une nouvelle réforme du système de retraites. Et, les inquiétudes du début de l'été se sont confirmées.

Ainsi, la même logique suivie depuis maintenant 20 ans est renforcée : il faut de plus en plus de trimestres pour espérer avoir une retraite « pleine ». Le gouvernement se dirige vers une augmentation jusqu'à 43 années de cotisation à l'horizon 2035.

Dans ce cadre, l'annonce par le Premier Ministre que l'âge de départ légal ne sera pas touché (alors qu'il a déjà augmenté sous le gouvernement précédent pour passer à 62 ans en 2017) est très hypocrite. Car, avec l'entrée plus tardive dans le travail, cela veut dire, pour les plus jeunes d'entre nous, une retraite pleine à 67 ou 68 ans ! C'est complètement inacceptable parce que c'est un moyen déguisé de baisser drastiquement les pensions des retraités.

Dans le même temps, l'âge réel de départ des entreprises est inférieur à 60 ans, Renault étant un exemple vivant avec les dispositifs DA et autres. Qui peut croire, quand on voit l'état physique et/ou psychologique de ceux qui partent en ce moment à la retraite, que nous pourrions travailler 10 années de plus dans des conditions décentes !

Une « ouverture » pour le MEDEF, rien de positif pour les salariés

Les autres propositions concernent la compensation des 7 milliards manquant au système d'ici 2020. Une hausse des cotisations salariales et patronales est prévue (0.15 point en 2014 puis 0.05 en 2015, 2016 et 2017). Mais, le MEDEF parvenant visiblement mieux que les salariés à se faire entendre par le gouvernement, la hausse des cotisations patronales serait compensée par une baisse du « coût du travail » (par la baisse du financement de la sécurité sociale) !

Cela voudrait dire une baisse de notre salaire net (par hausse de cotisation salariale) de quelques euros par mois et... rien pour les patrons. Beau compromis ! Avec en prime, un accroissement du déficit de la sécurité sociale qui se traduira sûrement par la poursuite de sa dégradation.

Pour ce gouvernement, la fameuse « compétitivité » des entreprises semble être une bien plus grande priorité que nos conditions de vie et de travail. Nous devons nous saisir de la journée d'action du 10 septembre pour construire une mobilisation à même de changer ce rapport de force.

Conditions de vie et de travail se dégradent

Les salaires, les minima sociaux et les pensions stagnent ou régressent. Le chômage continue sa hausse. Nos conditions de travail se dégradent. La jeunesse galère de petits boulots en sales boulots. La perspective d'une retraite bien méritée et d'une reconnaissance de la pénibilité au travail s'éloigne...

Seule l'intervention massive des salariés pourra changer le rapport de force

Chaque jour confirme l'urgence de notre intervention ensemble et de plus en plus nombreux pour que ça change vraiment et durablement. La CGT considère qu'une rupture est nécessaire pour réorienter les politiques sociales et économiques afin de répartir autrement les richesses créées.

Aujourd'hui les moyens pour augmenter les salaires et permettre de travailler tous existent mais sont captés par les actionnaires. Le patronat vient d'obtenir 20 milliards de crédit d'impôts portant ainsi à 200 milliards les aides publiques aux entreprises qui font défaut au budget de l'état.

Malgré cela, les licenciements se poursuivent. L'État employeur n'est pas en reste. Les services publics se dégradent et ne parviennent plus à répondre aux besoins sociaux, pendant que les personnels subissent de plein fouet les coupes sombres budgétaires depuis des années.

Exigeons une autre répartition des richesses, pour le plein emploi et l'augmentation générale des salaires. Car, derrière l'explication uniquement démographique du système des retraites, se cache la question de l'emploi et des salaires. L'augmentation des salaires et le partage du travail entre tous permettraient de maintenir le système des retraites à l'équilibre.

Pour une réforme ambitieuse du système de retraite par répartition, avec un âge d'ouverture des droits dès 60 ans, la prise en compte de la pénibilité, un niveau de pension d'au moins 75 % du salaire, garantissons son financement solidaire fondé sur le travail.



UGICT

Ingénierie Lardy

La CGT a souhaité une initiative d'action interprofessionnelle dès les premiers jours de septembre. Elle se tiendra le 10 septembre prochain à l'appel de plusieurs organisations syndicales dans tout le pays. (Voir la déclaration intersyndicale ci-dessous).

Elle se situe au cœur d'une campagne de mobilisation pour l'emploi, les salaires, l'amélioration des conditions de travail, la protection sociale et la retraite à 60 ans.

Quelle que soit sa catégorie ou sa fonction dans l'entreprise, chacune et chacun peut contribuer au succès de cette journée.

SALAIRES, EMPLOIS, CONDITIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION SOCIALE, c'est cette ambition sociale moderne et efficace que nous vous proposons de porter haut et fort pour cette rentrée.

LE 10 SEPTEMBRE, TOUS DANS L'ACTION.

Manifestation régionale à Paris (départ 14h République)

Dès le lundi 2 septembre, à la descente de la cantine

Inscrivez-vous aux transports collectifs pour aller ensemble à la manifestation Parisienne (participation 5 €)



Communiqué des organisations syndicales

CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires

Intersyndicale du lundi 8 juillet 2013

Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires se sont réunies aujourd'hui sur les questions des retraites, de l'emploi, des salaires, de l'avenir des services publics.

Après la Conférence sociale et les concertations de l'été, le gouvernement attend le mois de septembre pour donner les grandes mesures qu'il compte prendre. Ses premières déclarations inquiètent les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi d'autant que le calendrier imposé est très resserré.

Les organisations syndicales ont déjà largement fait part de leur analyse sur le rapport Moreau et des mesures qu'elles ne sauraient accepter : tout allongement de la durée de cotisation, l'opposition public/privé, la sous-indexation des pensions et des salaires portés aux comptes.

Pérenniser le système solidaire de retraite par répartition nécessite de réparer les injustices dues aux précédentes réformes. Il faut sortir des logiques qui ont diminué le niveau des pensions et créé des inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

L'allongement de la durée de cotisation, déjà engagé, fixe des conditions inaccessibles aux plus jeunes dont la durée d'étude, de formation, de recherche d'emploi est allongée par rapport aux générations antérieures.

Le financement des retraites nécessite de construire des alternatives par l'apport de ressources nouvelles, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois. Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose d'en finir avec le gel du point d'indice et de revaloriser réellement le Smic.

Il est nécessaire de redonner confiance aux salariés, particulièrement aux jeunes générations dans le système de retraite solidaire. Pour changer de cap et faire face à la situation, il faut rompre avec les politiques d'austérité.

Les organisations syndicales CGT, CGT-FO, FSU, Solidaires appellent à une journée nationale d'action interprofessionnelle avec grèves et manifestations le 10 septembre 2013 pour ne pas laisser les propositions du Medef faire la loi et pour imposer d'autres choix au gouvernement.

